tion du Milanez , & par un privilege
attaché à la souveraineté, les enfans ne
sont jamais les esclaves des promesses
de leurs Peres; Ainsi l'Empereur Joseph,
qui possède aujourd'huy le Milanez,
soutient que l'Empereur Leopold son
Pere, ne pouvoit pas ceder valablement,
un bien dont il ne jouïssoit pas; que quand
même il l'auroit possédé sans contesta-
tion, les Souverains n'étans que les usu-
fruituaires de leurs Etats, ils ne peuvent
pas en disposer au préjudice de leurs le-
gitimes successeurs. Cette loi générale est
si équitable, ajoute-t'on, qu'elle est fondée
sur la jurisprudence de tous les Etats he-
reditaires &c. Si les Ministres de Savoye
vouloient, ils pouvoient répondre à ceux de
Vienne; que cette loi si respectable, n'a pas
toujours été relieusement observée, même
par ceux qui la soutiennent inviolable. Ils
pouvoient citer l'exemple de ce qui se passe
aujourd'hui, à l'égard de la Monarchie
d'Espagne, de la Couronne d'Angleterre,
& s'ils osoient, de la disposition du Mon-
ferat Mantouïan.

Outre ces raisons générales, alléguées
par la Cour de Vienne, on en fait valoir
de particulieres: On se sert du nom de la
Noblesse qui possède des biens dans les ter-
ritoires des Landes: Elle soutient qu'étans
feudataires de l'Empire, ils ne peuvent pas
se soumettre à passer sous la domination
d'un autre Souverain; Ils alleguent plu-
sieurs Decrers Imperiaux depuis le regne de
Charles-quin, qui prouvent leur dépendan-
ce immediate de l'Empire; Cette Noblesse
pretend même qu'elle n'est pas soumise à la